

vez l'actu
tre hebdo
RMATIONS
SES
sur
nations-dieppoises/

NUCLÉAIRE. EPR 2 : « Le chantier commence maintenant »

Les élus du territoire se sont de nouveau réunis autour du projet de l'EPR 2. Avec des inquiétudes soulevées : celle de l'emploi local et l'accueil des ouvriers.

er l'impact
oto, soirée, concours, etc.) ?
présentation aux dates


« COMMUNIQUÉS »

chez Françoise
2 35 84 11 83

00 € TTC, 1 parution, 45 € les 2 parutions

commerce

Re-luigiartzibots
admirer 5 ans



Vente de granulés

Mais aussi
CRÉATION / INSTALLATION
RÉNOVATION
SALES DE BAINS ET WC

CE
02 35 85 48 78
du feu, direction Offranville

NT SÉNÉGAL

Création de salles de bain
ur - Rammage



sur Dieppe et la région
- seneca@vincer76@gmail.com

LOCATION - VENTE
de MATÉRIEL
MÉDICAL

Ils étaient huit sur la scène de Scène-en-Mer, à Belleville-sur-Mer, ce vendredi 21 janvier pour amorcer le dialogue avec les acteurs locaux et les représentants d'EDF. Des élus étaient présents ainsi que François Valmage, le nouveau directeur de Penly depuis quelques mois, et Gabriel Oblin, directeur de projet pour EDF.

Devant une assistance d'acteurs locaux – entre élus, entrepreneurs, représentants d'organisations syndicales, de la chambre de commerce ou agriculteurs –, ils sont venus présenter officiellement le projet EPR 2 Penly et son calendrier prévisionnel avec le soutien des élus signataires le 20 septembre du manifeste « Collectif d'Actions Pour (CAP) Penly? ».

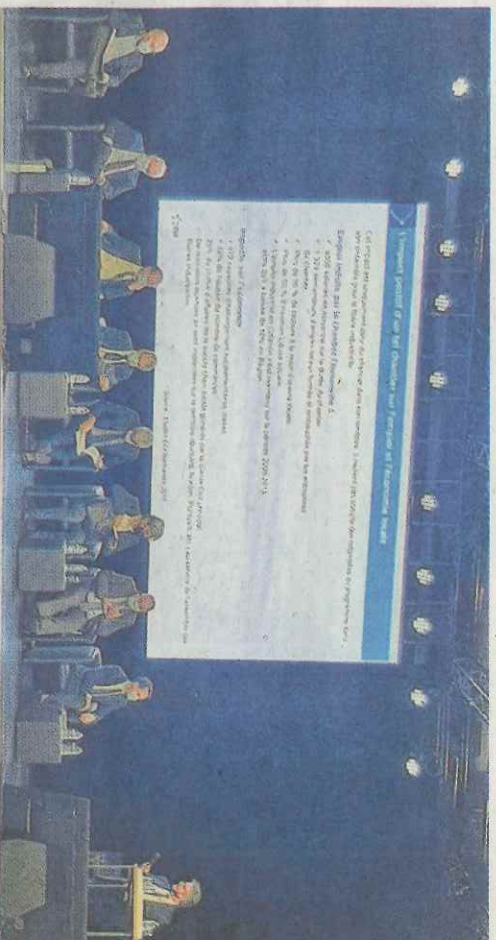
Avec cette paire de réacteurs de troisième génération, les représentants d'EDF promettent un maximum de retombées pour le territoire. Le calendrier prévoit une autorisation d'installation et un permis de construire en 2024, un travail colossal de génie civil avant le premier béton classé nucléaire en 2027 pour une mise en service du premier réacteur à l'horizon 2035.

Les appels d'offres sont déjà lancés pour certains et quelques marchés déjà signés. Tout l'intérêt de cette réunion est de positionner au mieux les entreprises normandes et l'emploi local avec des marchés passés en mieux-disance.

Mais le président de Région Hervé Morin émet des doutes : « Les premiers éléments ne sont pas très favorables, la maîtrise d'œuvre est parisienne et ça fait chier ! Lance-t-il. Il faudra tenir l'engagement local. Il ne faut pas se la cotenter d'histoires. Dans le Cotentin, il y a beaucoup d'emplois extérieurs et de célibataires géographiques. Il faudra un travail très fin de la GPEC, la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, pour pouvoir appréhender les besoins. »

Le débat public

Avant tout cela, il est prévu une nécessaire et indispensable concertation : le débat public sera ouvert dès le mois de septembre jusqu'à la fin de l'année



Patrice Gault de Dieppe Méca Énergies a pris la parole devant les élus, les acteurs locaux et représentants d'EDF

nistratif et légal, et même si tout le monde est d'accord, il y a beaucoup de choses à travailler en amont ».

« C'est une phase utile et essentielle pour l'acceptabilité globale et il faut la mener à bien, poursuit-il. L'opposition locale se fera entendre aussi ou peut-être plutôt de l'extérieur d'ailleurs. Cela fait 30 ans que l'on vit avec le nucléaire, il y a une forte demande, en augmentation même. Si les gens avaient peur, ils ne seraient pas attirés ».

Sébastien Jumel, député, renchérit : « Le temps du débat est nécessaire à l'appropriation du projet, même si on travaille déjà en temps masqué ».

Des chiffres sont annoncés en renfort : 3 500 salariés durant toute la durée du chantier d'une quinzaine d'années et 7 000 au pic. Un enjeu de taille qui justifie cette réunion : donner un maximum de visibilité aux entrepreneurs pour investir dans les compétences et qu'ils ne ratent pas le rendez-vous avec l'appui du programme Excell.

« Le CAP a mis en place sept commissions de travail pour coordonner la réflexion avec Laurent Javelle. Les industriels sont au service de ce projet. Il n'y a pas que le cluster Dieppe Méca Énergies, souligne Patrice Gault, entrepreneur et président du regroupement Dieppe Méca Énergies. La visibilité s'adresse aussi aux autres entreprises du territoire. Nous les aidons à s'adapter aux donneurs d'ordres, à obtenir l'habilitation et notamment la certification Iso 19 443, à

tage et le suivi du plan d'action. D'autres commissions concernent l'économie pour créer du lien entre les entreprises du nucléaire et les entreprises normandes avec des passerelles essentielles, l'emploi et l'insertion, le foncier et l'urbanisme, le logement, les transports et une sous-commission sanitaire est en prévision », poursuit-il.

En fin de réunion, Alain Delamare, président de l'Institut régional de la médecine du sport et de la santé, reviendra sur les moyens médicaux et les infrastructures sportives à développer. À ce sujet, Sébastien Jumel rappelle toutes les années de travail déjà amorcées pour développer le centre hospitalier de Dieppe et accueillir les jeunes internes ainsi que les centres de santé en émergence et l'enjeu de la médecine du travail : « Ça serait bien qu'EDF aide à financer tout ça... »

Anticiper le foncier

Le temps de la formation est nécessaire aussi : « Il faut obtenir un campus de l'énergie. Ma confiance en EDF n'exclut pas une exigence. Il nous appartient de la concrétiser », affirme Sébastien Jumel qui s'inquiète pour l'emploi en s'adressant aux entrepreneurs : « Qu'on ne siphonne pas les savoir-faire en vous affaiblissant : on emploie en plus, pas à la place de... Comme Saint-François, je ne crois que ce que je vois ».

Martime et vice-présidente du Département en charge du développement numérique, rappelle toute l'importance des missions locales pour insérer la population locale.

Quant au foncier, la parole est donnée au principal concerné, Patrice Philippe, qui doit se débattre entre loi littorale, loi Eian, lutte contre l'artificialisation des sols, plan local d'urbanisme, carte communale... qui émaillent le territoire : « Les lois se durcissent et il y a d'autres chantiers prévus comme le doublement de la RD925 qui va manger une quarantaine d'hectares, l'atterrissage de l'éolien offshore et le transformateur. Où prendre les hectares ailleurs qu'en spoliant des terres agricoles ? Cela nécessite achats, indemnités d'éviction et compensations ».

Pour le logement, c'est l'inquiétude encore : « Il faut loger les travailleurs extérieurs dans des conditions décentes sans déstabiliser les petits villages et il ne faut pas saturer l'accueil touristique. Si on détourne les touristes parce qu'il n'y a plus de logements disponibles, il n'y aura plus de visites. Attention aux mobile-homes qui fleurissent, il ne faut pas faire n'importe quoi, il y a des règles à respecter et penser à l'après chantier ».

Sébastien Jumel déplore : « Les services de l'État ne sont pas là. La validation du projet déclencherà leur collaboration en faveur de ce chantier. On ne veut pas d'un chantier low-cost mais du haut de gamme, y compris pour les